

### Subsides

**M. Broadbent:** Fait curieux, les conservateurs n'ont pas chargé un groupe d'étude de faire un sondage à propos de leur propre budget quand ils l'ont présenté en 1980. Les résultats d'un tel sondage nous auraient bien intéressés.

**Une voix:** Nous l'avons fait! Cela s'appelait des élections!

**M. Broadbent:** Je voudrais proposer maintenant un amendement; ainsi il va être intéressant de voir si le gouvernement et aussi l'opposition officielle, sont vraiment sérieux lorsqu'ils parlent de s'attaquer véritablement aux problèmes économiques dont les Conservateurs viennent de parler. Par conséquent, je propose, avec l'appui du député de Broadview-Greenwood (M. Rae):

Qu'on modifie la notion en ajoutant immédiatement après le mot «budget» ce qui suit:

«prévoyant

- a) un régime obligatoire de taux d'intérêt hypothécaires plus bas et fixes, et
- b) l'imposition d'une taxe sur les profits excessifs des banques à charte canadiennes afin de ramener leur taux d'impôt le plus élevé au niveau de 1970».

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** L'année a été bonne pour eux! Tu as raté ton coup, Ed!

**M. Broadbent:** J'aimerais dire quelques mots de l'avantage que représente cet amendement. J'ai déjà parlé des avantages directs, au cours de mes observations concernant les taux d'intérêt, dans la mesure où cela ferait baisser les taux d'intérêt hypothécaires pour les propriétaires ou les futurs propriétaires. Cependant, je tiens à parler de l'imposition des bénéfices excessifs des banques. Sous sa forme actuelle, la motion tendrait simplement à ramener le niveau de leurs bénéfices à ce qu'elles ont gagné en se basant sur le taux d'impôt le plus élevé de 1970. Cela rapporterait au pays les recettes supplémentaires de l'ordre de 670 millions de dollars. Si nous prélevions ne serait-ce que 500 millions de dollars de ces recettes, pour les affecter au budget des logements sociaux, nous pourrions ramener celui-ci au niveau auquel il se trouvait il y a six ans, à l'époque où nous ne connaissions pas la même crise du logement qu'aujourd'hui. D'autre part, en affectant ces fonds à la construction de logements sociaux, nous pourrions créer 93,000 emplois dans le secteur du bâtiment, dans l'industrie forestière et dans le domaine des appareils électro-ménagers, sans oublier le nombre des mises en chantier. Cela aurait pour effet de faire baisser le prix des logements, espérons-le, tout en augmentant le nombre de logements disponibles. Nous pourrions ainsi remédier sinon totalement, du moins de façon significative, à la fois à la crise du logement et au problème du chômage.

A propos de ce programme, j'aimerais indiquer de quelle façon il pourrait servir de modèle à d'autres secteurs de l'économie. J'aimerais ici encore considérer ses répercussions économiques proprement dites. J'ose espérer que le ministre des Finances abordera cette question. Une telle démarche dans ce secteur aurait, en plus des conséquences dont je viens de parler, les effets suivants: tout d'abord, l'activité économique qu'il créerait profiterait exclusivement au pays. En second lieu, elle ne contribuerait pas à accroître les importations comme cela risquerait d'être le cas avec d'autres formes d'encouragement. Les millions de dollars engagés dans un tel programme ne contribueraient donc absolument pas à accroître l'énorme

déficit de notre balance des paiements qui a atteint l'an dernier le niveau record de 9.1 milliards.

Un impôt sur ce secteur de l'économie—j'entends les banques—qui ont réalisé des profits excessifs, rapporterait aux pouvoirs publics des revenus qui pourraient être utilisés pour stimuler la création d'emplois dont nous avons tant besoin. Cela aurait un impact positif sur notre balance des paiements en raffermissant au bout du compte la position de notre monnaie. C'est là, je le répète, une démarche que pourrait adopter un gouvernement inventif vraiment soucieux de la population qui serait disposé à mettre véritablement les pouvoirs actuels du gouvernement au service de l'économie.

En conclusion—je dois conclure car mon temps de parole est pratiquement écoulé—je dirais que le pays a besoin actuellement, non pas d'un gouvernement qui se contente de faire de beaux discours, qu'il s'agisse de beaux discours de gauche ou de droite. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un gouvernement qui cherche sérieusement à résoudre la crise économique que nous traversons. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un gouvernement qui fasse vraiment preuve d'indépendance et de courage comme en ont témoigné les gouvernements d'Europe de l'Ouest et du Japon qui étaient aux prises avec les mêmes problèmes économiques créés par les États-Unis. Enfin, et c'est là le plus important, car c'est la base de tout le reste, nous avons besoin d'un gouvernement qui se soucie de la population.

● (1600)

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté la déclaration du chef de l'opposition (M. Clark) ainsi que celle du chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent). Je dois dire qu'elles étaient indéniablement différentes. Le chef de l'opposition officielle a surtout insisté sur l'aspect fiscal du budget. Il n'a pas donné le moindre remède pour faire face à la crise économique que connaît notre pays.

Je suis le premier à admettre que nous nous trouvons dans une situation très grave avec des taux d'inflation extrêmement élevés, un taux de chômage en progression et une croissance en déclin. Les choses sont donc très sérieuses. La même situation existe dans d'autres pays industrialisés du monde où la conjoncture est très semblable à la nôtre.

Or, c'est pour faire face à cette conjoncture générale que je me suis efforcé dans le budget de fournir des solutions appropriées à l'échelle macro-économique, solutions qui s'attaqueraient aux problèmes qui sont à l'origine de nos difficultés et nous permettraient d'assurer la relance de notre économie. J'ai précisé ma position dans le budget et je l'ai exposée de façon plus détaillée dans le discours que j'ai prononcé à Toronto hier devant le Canadian Club et dont les députés ont parlé.

Le chef de l'opposition n'a proposé aucune solution de rechange à mon budget. Dans son analyse, il a tout comme moi constaté que c'est l'inflation qui est notre problème majeur, que c'est elle qui nuit dans le domaine de l'emploi et de la croissance et que ces notions sont étroitement liées les unes aux autres. «Qui ne dit mot consent» dit-on; j'en déduis donc que le chef de l'opposition ne voit aucune objection aux grandes lignes du programme économique du gouvernement, si ce n'est à l'égard de la politique fiscale. Mais j'y reviendrai tout à l'heure.